



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Préfecture de la Loire-Atlantique  
Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau des procédures environnementales et foncières

**Arrêté préfectoral n°2020/ICPE/353 de mise en demeure  
Société SAS SUN CHEMICAL  
Commune de Saint-Aignan-de-Grandlieu**

**Vu** le Code de l'Environnement ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n°4510 ou 4511 ;

**Vu** l'arrêté du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article 21-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 qui dispose : « Dans le cas d'une rétention déportée, la disposition et la pente du sol autour des réservoirs sont telles qu'en cas de fuite les liquides inflammables soient dirigés uniquement vers la capacité de rétention. Le trajet aérien suivi par les écoulements accidentels entre les réservoirs et la capacité de rétention ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux réservoirs. Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent si nécessaire d'équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre le réservoir et la rétention déportée (par exemple, un siphon anti-flamme) » ;

**Vu** l'article 19 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 qui dispose : « [...] Les rétentions sont étanches, c'est-à-dire répondant aux dispositions du point 22-1 du présent arrêté, et résistent à l'action physico-chimique des liquides inflammables pouvant être recueillis » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral consolidé délivré le 29 mai 2020 à la S.A.S SUN CHEMICAL actualisant et intégrant les prescriptions des arrêtés antérieurs pour l'exploitation de ses activités de fabrication d'encre et de vernis sur territoire de la commune de Saint-Aignan-de-Grandlieu, Rue René Fonck – Zone D2A Nantes-Atlantique, et notamment l'article VII.6 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 27 novembre 2020 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, en invitant l'exploitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du courrier ;

**Vu** l'absence d'observations de la société ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 19 novembre 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants ;

- il n'existe pas d'équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre les zones de stockages des liquides inflammables et le bassin de récupération des eaux d'extinction incendie, faisant office de rétention déportée ;
- le bassin de récupération des eaux d'extinction incendie n'est pas étanche.

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 19 et 21-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et de l'article VII.6 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2020 ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la S.A.S SUN CHEMICAL de respecter les prescriptions des articles 19 et 21-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et de l'article VII.6 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2020, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

### **ARRETE**

**Article 1 –** La S.A.S SUN CHEMICAL exploitant des installations de fabrication d'encre et de vernis sise 20 Rue René Fonck – Zone D2A Nantes-Atlantique sur la commune de Saint-Aignan-de-GrandLieu est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 19 et 21-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et de l'article VII.6 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2020 **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 -** L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai d'un mois** à compter de chaque échéance fixée à l'article 1 du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

**Article 3 -** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4 -** La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet d'un recours par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

— d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;

— d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** - Le présent arrêté sera notifié à la société SAS SUN CHEMICAL par lettre recommandée avec accusé de réception et publié sur le site internet de la préfecture de Loire-Atlantique. Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Aignan-de-Grandlieu,
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

**Article 6** - Le Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 22 décembre 2020

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Pascal OTHÉGUY